

# Quelques concepts propices à la confusion (2011)

Cet article est extrait de *l'Inventaire de la confusion* publié dans le numéro 36/37 de la revue *Ni patrie ni frontières* et disponible en version papier ou en ligne ([https://nfnf.eu/IMG/pdf/36-37\\_confusion.pdf](https://nfnf.eu/IMG/pdf/36-37_confusion.pdf)). **Aujourd'hui, douze ans plus tard, et alors que le mouvement altermondialiste a beaucoup décliné, j'évite d'utiliser le terme de «confusion» ou celui de «confusionnisme». En effet la persistance de ces phénomènes relève de moins en moins du « hasard » et de plus en plus de calculs politiques cyniques des deux côtés, ou en tout cas d'une dégénérescence politique inéluctable de la pensée d'extrême gauche. Pour plus de détails sur ce pseudo concept de « confusion », les personnes intéressées pourront se reporter à ma brochure *Candide au Pays des mirages identitaires. A propos de "La Grande Confusion" de Philippe Corcuff* disponible en version papier et en ligne (<https://nfnf.eu/spip.php?article876>).**

**ANTI-AMERICANISME** : l'extrême gauche (spécialement en France) a toujours été hostile aux Etats-Unis. Elle a systématiquement dénoncé :

- les interventions militaires américaines à l'étranger tout en étant beaucoup moins bavarde et active sur les interventions militaires françaises en Afrique ;
- les coups d'État exécutés avec l'aide de la CIA ;
- les missiles placés en Europe contre l'URSS ;
- l'usage de l'arme atomique à Nagasaki et Hiroshima ;
- l'influence néfaste des romans, des séries télé et des films policiers américains;
- «l'invasion» du Coca Cola, des Mc Donald's, des jeans, des ordinateurs IBM, des logiciels Microsoft, des fast-foods, de la «malbouffe», etc.

Elle rejoignait et rejoint ainsi les calculs politiques de certaines fractions de la bourgeoisie nationale qui préfèrent que les prolétaires dirigent leur colère contre des capitalistes étrangers que contre elle-même.

L'extrême droite a toujours été divisée sur ces questions, du moins tant qu'existait l'URSS, et elle hésitait à s'engager dans des campagnes aux côtés du PCF ou de l'extrême gauche sur les questions internationales. Par exemple, au moment de la guerre du Vietnam, certains groupes d'extrême droite (Occident, Ordre Nouveau) faisaient le coup de poing contre ceux qui dénonçaient l'intervention américaine dans le Sud-Est asiatique.

Mais en même temps le fasciste belge Thiriart, idéologue du Parti communautaire européen, écrivait déjà en 1966 : «*L'Occident dont se gargarisent les droitiers français, ce n'est que ça : l'aire d'expansion de la limonade américaine [...]. Cet Occident nous le vomissons. Et nous vomissons les gens qui s'en font les complices et idolâtrèrent les Etats-Unis "premier État juif du monde"*».

Thiriart considérait les Américains (et les Russes) comme deux rameaux stériles de la «race blanche». Il publia un article en 1966 dans la revue du Parti communiste yougoslave, participa en 1968 au Congrès de l'Union socialiste arabe<sup>1</sup> en Égypte, reçut de la publicité de l'OLP pour sa publication, jusqu'à ce que Ahmed Choukeiry soit remplacé par Yasser Arafat à la tête de

---

<sup>1</sup> Organisation fondée par Nasser en 1962 et destinée à être un parti unique. Des groupes ou partis homonymes furent créés en Irak, en Syrie et en Libye (dans ce dernier pays l'appartenance y était obligatoire jusqu'à ce qu'en 1975 Kadhafi la supprime pour instaurer une mythique «démocratie directe»).

l'organisation en février 1969. Quant aux fascistes de l'Organisation Lutte du Peuple, ils déclaraient en 1973 que l'impérialisme américain tuait «*l'individu et la communauté du peuple*». Et, en France, le Parti prolétarien national-socialiste soutenait, en 1964, la révolution algérienne, le panarabisme et l'URSS «russo-aryenne».

Depuis la disparition du camp stalino-«progressiste», de nombreux groupes néofascistes se sont investis dans l'anti-américanisme, à la fois culturel (la culture américaine étant considérée comme issue d'un peuple inférieur, matérialiste, sans idéaux, etc.) mais aussi géostratégique, puisque l'extrême droite est favorable à une Europe forte qui ne dépendrait plus de la puissance américaine, censée subir l'influence du «lobby sioniste».

**ANTI-IMPERIALISME** : à l'extrême gauche comme à l'extrême droite on ne connaît généralement qu'un seul impérialisme, l'impérialisme américain, et son «valet sioniste».

Ce sont les jeunes nazis du NPD et les nationalistes-révolutionnaires allemands qui ont, les premiers dans l'extrême droite européenne, théorisé la nécessité de mener une lutte de libération nationale, pour défendre l'identité nationale allemande, et «*soutenir "dans un cadre international et ethnopluraliste", les combats des Africains, des Asiatiques, des Basques, des Bretons, des Flamands*» (Nicolas Lebourg, *Le Monde vu de la plus extrême droite*, Presses universitaires de Perpignan, 2010). À la même époque (le début des années 1970) l'Organisation Lutte du Peuple insistait en France sur le fait que leur nationalisme racial-européen était «*juste et légitime à l'instar du nationalisme arabe et des nationalismes sud-américains*» fondés sur des «*zones ethno-géographiques bien déterminées*».

L'anti-impérialisme des fascistes s'explique aussi par la phobie du métissage : comme l'expliquait Maurice Bardèche en 1960, «*toutes les races sont égales entre elles, aucune n'a de titre à s'installer dans l'espace vital d'une autre race et la paix ne régnera sur le monde que lorsque chaque race aura réintégré le continent qui lui a été attribué par la nature*».

Du côté de l'extrême gauche, la théorie de l'impérialisme (et donc de l'anti-impérialisme) correspond à une époque où un certain nombre de puissances européennes (Espagne, Portugal, Pays-Bas, France, Angleterre) exerçaient une domination directe ou indirecte (États-Unis) sur des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui n'avaient aucune autonomie politique. Ces puissances entretenaient sur place des troupes ou des bases militaires, voire parfois se livraient à une colonisation de peuplement (Australie, Nouvelle-Zélande). A cette époque, le fait de réclamer l'autodétermination et l'indépendance nationale, et surtout tous les droits démocratiques du mouvement ouvrier (droits d'organisation, liberté de presse, de réunion et d'expression) qui y étaient associés, avait un sens, notamment pour les militants vivant dans les métropoles impérialistes qui devaient prouver concrètement qu'ils n'étaient pas complices avec leur propre bourgeoisie.

Aujourd'hui, on assiste à l'essor de puissances régionales (Iran, Irak, Turquie) au Machrek ; Chine, Inde, Pakistan en Asie ; Brésil, Venezuela, en Amérique latine, qui ne sont plus sous la coupe militaire ou la domination coloniale directe.

Le plus souvent, les mouvements anti-impérialistes actuels ne soutiennent pas des mouvements de libération nationale, car il n'y en a plus guère sur cette planète (on pouvait encore fantasmer, dans les années 1960 sur une éventuelle «*transcroissance*<sup>2</sup>» socialiste de ces mouvements, ce n'est plus possible aujourd'hui). Ils soutiennent des États solidement constitués qui ont eux-mêmes des ambitions territoriales particulièrement agressives vis-à-vis de leurs voisins immédiats (Iran/Irak ; Irak/Koweït ; Inde/Pakistan ; Pakistan/Afghanistan, etc.), ou qui veulent devenir les dirigeants d'alliances économiques et politiques régionales (Venezuela, Brésil) pour mieux affronter la concurrence des grandes puissances.

---

<sup>2</sup> Terme fétiche employé par les courants trotskystes qui croyaient (ou faisaient semblant de croire) que les nationalismes tiersmondistes allaient mener au socialisme.

C'est ainsi que Michel Collon, dont les écrits sont cités par de nombreux sites d'extrême gauche ou altermondialistes, a pu écrire le 11 août 2011 : *«Mais s'ils arrivent à renverser Kadhafi, que se passera-t-il ? Plus d'État-providence en Libye, mais un maximum de privatisations.»* Vous avez bien lu : le régime Kadhafi avait instauré un «État-providence» dans son pays ! Sa stupéfiante clairvoyance politique est même dépassée par Alexander Cockburn, un autre journaliste dont les articles sont traduits ou cités sur les sites altermondialistes et d'extrême gauche, et qui écrivait le 22 juillet 2011 un article au titre prémonitoire *«Quatre mois plus tard: L'échec de l'OTAN contre la Libye désormais confirmé»*. Notre journaliste « anti-impérialiste » écrivait un mois avant la chute du régime : *«Tripoli a récemment connu de vastes manifestations progouvernementales. La population libyenne est de 6 millions, dont 4 à Tripoli. Kadhafi se promène dans la ville dans une Jeep ouverte. Un grand nombre d'AK-47 ont été distribués aux comités de défense civile. Les forces de sécurité de Kadhafi ont-elles obligé tous ces gens à aller manifester ? C'est peu probable.»*

Voilà à quoi sont réduites aujourd'hui la gauche «anti-impérialiste» et l'extrême gauche. Elles reproduisent les écrits de journalistes qui auront soutenu et embelli le régime Kadhafi jusqu'au bout. Elles se taisent sur les massacres en Syrie (la gauche française et internationale n'a organisé aucune manifestation significative contre les massacres du régime syrien). Elles expliquent que la chute de Kadhafi serait une victoire pour «l'impérialisme», comme si ce tyran avait jamais représenté le moindre danger sérieux pour les grandes puissances, Russie et États-Unis inclus, qu'il a servies alternativement.

En mars 2011, l'appel à un débat rassemblant les organisations de la gauche et de l'extrême gauche des Bouches-du-Rhône contenait les propos crapuleux suivants : *«Pourtant, peut-on comparer le régime du colonel Kadhafi à ceux de ses voisins égyptien et tunisien ? N'a-t-on pas connu les dirigeants libyens, sous des postures plus en phase avec l'aspiration des peuples de la rive sud de la Méditerranée (nationalisation des hydrocarbures, redistribution relative des richesses générées par la vente du pétrole et du gaz, gratuité de la médecine, alliance avec les régimes progressistes du sud de la planète, soutien indéfectible à la cause palestinienne et à toutes les luttes de libération à travers le monde, etc.) ? Depuis quand ce régime a-t-il commencé à tourner le dos à son peuple ?<sup>3</sup> Et qui avait signé ce tract ? Le PIR (le Parti des Indigènes de la République), ce qui est normal vu son positionnement politique, mais aussi ATTAC, le PCF, la FASE, le PG (Parti de Gauche) le MRAP et... la CNT. La «redistribution relative» voilà ce que les anarcho-syndicalistes, les trotskystes, les staliniens et les sociaux-démocrates de gauche français trouvent progressiste ! On comprend que tous ces gens-là soient en phase avec Michel Collon.*

La devise du socialiste Karl Liebknecht *«L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays»* a rarement été appliquée à l'extrême gauche, et jamais à l'extrême droite, ce qui est moins étonnant ! Depuis quarante ans, on n'a jamais vu l'extrême gauche française se mobiliser dans les facs et les lycées contre les interventions françaises en Afrique subsaharienne. On ne voit jamais des militants entamer des actions, ou ne serait-ce qu'une propagande, en direction des soldats français qui partent combattre en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire, au Tchad, etc. Par contre, on ne compte plus les comités Palestine, bateaux pour Gaza et autres boycott des produits israéliens venant des Territoires occupés. Même les Indigènes de la République, si bavards sur le «post-colonialisme», n'ont pris aucune initiative concrète pour dénoncer l'armée française actuelle qui joue pourtant un rôle central dans le maintien de la domination «postcoloniale» qu'ils prétendent dévoiler...

**BLANCS** : concept racialisiste repris par la gauche antiraciste et multiculturaliste, puis par les Indigènes de la République, le CRAN, les intellectuels spécialistes des questions «post-

---

3. <http://www.primitivi.org/spip.php?breve43>

coloniales», etc. Rappelons que Le Pen avait déclaré en 1984 : «*Oui, il y a une inégalité des races comme il y a une inégalité des civilisations.*» L'extrême droite n'a plus besoin de faire de la propagande pour la notion de race, les intellectuels multiculturalistes, la gauche et l'extrême gauche s'en chargent.

**BLACKS :** Pour les antiracistes multiculturalistes de gauche, les «Noirs» et les «Blancs» seraient des races «subjectives» qui auraient seulement un fondement social et non biologique<sup>4</sup>... Ces messieurs nagent en pleine confusion, puisque si les races sont des notions sociales, elles ont alors un fondement objectif et non «subjectif» !

Ce sont souvent les mêmes qui défendent l'existence de «races subjectives» (sous-entendu sans fondement biologique), qui voudraient que l'on légalise les statistiques ethniques en France. Or, sur quoi se fonderaient ces statistiques ? En théorie sur les déclarations des personnes sondées, sur leur appréciation «subjective» de leur appartenance «raciale» (ou ethnique, ce qui revient au même) : mais on imagine mal Rama Yade déclarer qu'elle est Blanche ou Sarkozy déclarer qu'il est Noir, et ces déclarations être enregistrées par l'INSEE. Donc chacun serait **obligé** de tenir compte des phénotypes «universellement» acceptés (c'est-à-dire, de «*l'ensemble des caractères observables d'un individu*») : couleur de la peau, forme du nez, texture des cheveux, etc. Bref, on réintroduirait, par la petite fenêtre des statistiques, des critères «objectifs» que l'on avait chassés par la grande porte de la Science. Et l'on reviendrait aux quatre races traditionnelles («*blanche ou caucasique*», «*jaune ou mongolique*», «*noire ou africaine*», «*rouge ou américaine*») fondées sur des phénotypes, races qui n'avaient rien de «subjectif» pour l'immense majorité des petits écoliers français jusque dans les années 1960.

Désormais l'extrême droite se frotte les mains, puisque la gauche et l'extrême gauche font son boulot sur le plan idéologique en racialisant les populations vivant en France, populations qui, étant elles-mêmes discriminées par la République, retournent les stigmates dont elles sont victimes et adoptent des positions identitaires qui ouvrent un boulevard aux courants réactionnaires sur le plan politique ou religieux (qu'ils soient juifs, protestants ou musulmans) au sein des minorités.

**CONSOMMATION (SOCIETE DE) :** de certains situationnistes à l'extrême droite, tous dénoncent la «société de consommation». Les post-situs de gauche au nom d'un retour aux communautés autarciques ; les écologistes (partisans de la décroissance ou pas) au nom d'une baisse de la prétendue consommation et d'un retour au «bio» ; les fascistes, par démagogie, bien sûr, mais aussi parce que leur amour de la Tradition les invite à vanter la frugalité des chevaliers et des croisés du Moyen Age ou, mieux encore, des guerriers de Sparte. Ou bien parce que, pour eux la «consommation» transforme les peuples en individus soumis et que le matérialisme de cette société tuerait l'énergie vitale des peuples...

---

<sup>4</sup> Pour plus de détails sur ces questions, on pourra lire notamment «La racialisation des questions sociales mène à une impasse» dans le n° 21-22 de *Ni patrie ni frontières* ([https://nfnf.eu/IMG/pdf/21-22\\_.pdf](https://nfnf.eu/IMG/pdf/21-22_.pdf)). Et sur le sujet des «races subjectives» et autres billevesées des identitaires «gauchistes» on pourra se reporter à mes articles ultérieurs : «Du «Black-Blanc-Beur» à la «race sociale» : la confusion s'épaissit chez les gauchistes gaulois» (2015) (<https://nfnf.eu/spip.php?article256>); «“Blanchité” et “races sociales” : un festival de contradictions et de contorsions théoriques» (2018, <https://nfnf.eu/spip.php?article543>); et aux nombreux articles d'Adolph Reed Jr., Pablo Poblese, Joao Bernardo qui ont été traduits sur le site nfnf.eu.

**DEMOCRATIE** : Jusque dans les années 1980, les courants léninistes, stalinien et trotskyste ont toujours dénoncé (avec souvent de bons arguments) la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, l'absence de représentativité des élus. Cette critique rejoignait celle de l'extrême droite, même si, bien sûr, l'objectif politique n'était pas du tout le même. L'extrême gauche prétendait arriver un jour à la suppression de l'État (en passant par l'étape intermédiaire de la dictature du prolétariat).

L'extrême droite, quant à elle, n'a jamais cru en les vertus de la démocratie ni hier, ni aujourd'hui, ni demain. Ses conceptions élitistes et véritablement autoritaires ne lui ont pas permis de faire semblant d'adopter la démocratie bourgeoise, voire d'évoluer sur cette question, comme l'ont fait beaucoup de groupes d'extrême gauche, notamment depuis la disparition de l'URSS, malheureusement dans une direction opportuniste, en s'adaptant à la social-démocratie de gauche.

Il faut néanmoins rappeler que Marx n'était pas du tout indifférent aux droits démocratiques des prolétaires, comme le rappelait Maximilien Rubel dans une interview au *Monde* en 1983 : *«Marx a passé les quatre décennies de sa carrière de communiste militant à vitupérer, en défenseur "bourgeois" des droits de l'homme, les trois formes majeures du "totalitarisme" de son temps : le bonapartisme, le tsarisme et l'absolutisme prussien. [...] Ajoutons que c'est par choix qu'il s'est rangé dans le camp de la démocratie "bourgeoise" : victime dès ses débuts littéraires de la violation des droits de l'homme en Allemagne, en France et en Belgique, il s'est réfugié en Angleterre, cette métropole du capital lui ayant offert un asile sûr où il pouvait non seulement continuer à écrire librement, mais aussi mener campagne pour le droit d'association et le suffrage universel.»*

**DERACINEMENT** : à l'heure où l'extrême droite et l'extrême gauche, ainsi que les altermondialistes et les mouvements indigénistes défendent les «terroirs», la «Terre Mère», les «cultures autochtones», ce concept navigue dans tous les camps politiques, sans être précisément défini. Car dans déracinement, il y a «racines». On sait que l'invocation des «racines» a toujours servi aux gouvernements et aux partis d'extrême droite pour s'en prendre aux minorités nationales, religieuses ou «ethniques», voire même aux réfugiés politiques de la même couleur de peau et de la même «culture». Rappelons par exemple qu'aux Etats-Unis avant la Première Guerre mondiale l'anarchisme était considéré comme un courant étranger, exogène, même si ces partisans venaient d'Europe comme les WASP, les protestants blancs anglo-saxons, modèle de la classe dominante américaine.

L'extrême droite utilise le thème du déracinement pour expliquer que les «immigrés» seraient beaucoup plus heureux chez eux (cf. les slogans du groupe fasciste Terre et Peuple : *«100% enraciné, 100% européen, Rejoignez la résistance»* ; *«Ici c'est notre terre, se taire c'est mourir»*). Et Bruno Mégret écrivit en 1990 : *«Notre nation a été contaminée par le virus du déracinement dont les effets dévastateurs s'attaquent aussi bien à sa chair qu'à son esprit. [...] Le cosmopolitisme (cette maladie) a des effets aussi pernicioseux que dévastateurs. [...] Il agit sur la nation à la façon du SIDA sur le corps humain.»*

Quant à l'extrême gauche et aux altermondialistes, ils se servent des concepts flous de «racines» et de «déracinement» pour critiquer l'exode rural, la destruction des communautés traditionnelles, l'industrialisation de l'agriculture, etc., sans s'interroger véritablement sur les ambiguïtés de ces notions.

**DIFFERENCE, DROIT A LA** : idéologie généreuse mais naïve, née à gauche, au nom de la défense de toutes les minorités : «raciales», sexuelles, etc. Elle a été récupérée par l'extrême droite sous le nom d'«ethno-différencialisme», brouillant ainsi définitivement le message anti-égalitaire de départ.

**DROITS DE L'HOMME ET DROITS DEMOCRATIQUES** : cible favorite de l'extrême droite (selon les fascistes de Troisième Voie, l'universalisme égalitariste et matérialiste de l'idéologie des droits de l'homme suscite des «ethnocides») ; de l'ultragauche ; d'intellectuels réacs («*la France est devenue l'hypermarché des droits de l'homme*») ; mais aussi des tiersmondistes de toute tendance, y compris des partisans de l'islam politique.

Toute critique des droits démocratiques doit donc être soigneusement décryptée, au regard du projet politique qui la sous-tend. La dénonciation de l'idéologie des droits de l'homme est parfaitement justifiée quand cette idéologie sert à camoufler une intervention militaire occidentale en Irak, en Libye ou en Afghanistan. Par contre, la critique des droits de l'homme (droits qualifiés d'«*occidentaux, eurocentristes, sexistes, colonialistes, racistes*», etc.) est sujette à caution quand la véritable intention est de justifier un régime théocratique, d'imposer la domination d'une religion, ou de défendre des valeurs et des traditions «autochtones» sexistes, patriarcales, ou profondément contraires aux libertés individuelles.

**«ENTITE SIONISTE»** : nom de l'État d'Israël pour la plupart des courants de l'extrême gauche et de l'extrême droite «antisionistes», le Hamas, et une bonne part des altermondialistes; ils considèrent en effet que les Israéliens n'existent pas, qu'il s'agit de citoyens étrangers et de fanatiques religieux venus du monde entier coloniser la Palestine. Il faut donc, selon eux, «désioniser» Israël et les Israéliens. L'État israélien est pour l'extrême gauche, le seul État au monde qui doit être détruit **immédiatement**. La destruction des autres États peut attendre, car ils sont des maux nécessaires, pas le Mal absolu comme Israël. Les autres États sont garants par exemple de la qualité des services publics – comme le dit SUD-PTT «*l'État est un rempart contre le capitalisme*» ! Ou bien, comme le pensent la gauche et l'extrême gauche invertébrées, ils seraient des embryons d'État-providence, à l'instar de la Libye, de Cuba ou du Venezuela d'aujourd'hui – de l'URSS et des démocraties populaires hier.

Israël est l'ennemi principal de l'extrême droite, à part ses courants fascistes proisionistes, mais le naturel revient toujours au galop, étant donné la place des théories du complot (donc de l'antisémitisme) dans la pensée d'extrême droite.

**GUERRE CIVILE OU EMEUTES** : fantasme répandu à l'extrême droite et chez une certaine ultragauche post-situ, post-moderne, insurrectionniste, etc. Pour l'extrême droite, ce sont les «étrangers», les «nouveaux barbares», les jeunes «bronzés» des banlieues, de préférence musulmans, qui mèneraient cette guerre fantasmagorique. Pour les apologues de la prétendue «*insurrection qui vient*», les «émeutiers» des banlieues seraient devenus la nouvelle avant-garde quand ils ne vantent pas les exploits de mythiques «guérilleras noires» durant les émeutes de 2005 (cf. nos articles critiquant l'anthropologue Emilio Quadrelli dans le numéro 21-22 de *Ni patrie ni frontières*, <https://nnpf.eu/spip.php?article300>). Dans ce jeu de miroirs, et cette course à la radicalité «littéraire» (pour ceux qui apprécient le verbiage et la prétention pompeuse des écrits insurrectionnalistes ou post-situs), ce qui compte ce n'est pas la description des réalités sociales concrètes, mais la diffusion d'une idéologie apocalyptique, catastrophiste, qui joue sur les émotions, les frustrations, la colère et la rage des exploités sans laisser la moindre place aux discussions stratégiques.

Des questions comme celles des « émeutes » et de la guerre civile doivent être abordées de façon rationnelle, et non émotionnelle, en disposant d'une bonne connaissance du terrain, de contacts militants fiables sur place, et en sachant bien différencier les situations (une émeute à Watts n'est pas la même chose qu'une émeute à Rio de Janeiro ou à Gennevilliers). Cela suppose de ne pas chercher à faire rentrer les émeutes, les insurrections, les soulèvements populaires ou les guerres civiles de toute la planète dans des schémas préétablis. En clair, de ne pas prendre ses désirs pour des réalités.

On pourra se reporter aussi au n° 27/28/29 de *Ni patrie ni frontières* sur le « gauchisme post-

moderne » ( <https://nfnf.eu/spip.php?article303> ).

**IMPERIALISME** : pour l'extrême gauche et l'extrême droite, le plus souvent, il n'existe qu'un impérialisme, l'impérialisme «américano-sioniste», hydre à deux têtes. Les autres «impérialismes», ou plutôt les puissances capitalistes (anciennes ou émergentes) sont jugées secondaires. Dans la littérature gauchiste, on trouvera très peu de réflexions utiles ou prémonitoires sur les nouvelles puissances émergentes (Chine, Inde, Iran, Pakistan, Turquie, Brésil, etc.) et leur rôle géopolitique, tant la grille de lecture des «révolutionnaires» est inchangée depuis les années 1920.

**JACOBINISME** : cible des mouvements libertaires, indépendantistes mais aussi d'une grande partie des nationaux-révolutionnaires fédéralistes.

**LIBERATION NATIONALE** : thème central chez les néo-fascistes pour lesquels l'ennemi principal a été successivement le «binôme URSS-USA, puis après 1967 USA-Israël et, suite à la guerre du Kosovo, USA-Islam afin d'en faire la figure de l'ennemi colonialiste» (N. Lebourg, *op. cit.*). On perçoit bien les proximités possibles avec les thèses de l'extrême gauche ou des libertaires qui sont favorables, de façon acritique, aux mouvements de libération nationale. D'autant plus qu'une partie des fascistes «de gauche» ne sont pas devenus «islamophobes», après le 11 septembre... Les vieilles thèses stalinienne sur la révolution par étapes, l'union nationale de toutes les classes contre l'impérialisme, conviennent parfois à l'extrême droite et à une bonne partie de l'extrême gauche.

**NATIONALISME ARABE** : que ce soit sous la forme du nassérisme, du baasisme ou de la Jamahiriya libyenne, les potentialités «radicales» de cette idéologie ont toujours fasciné l'extrême droite et l'extrême gauche, même si les militants de ces courants ont, en principe, des motivations opposées. D'autant plus opposées, que les militants d'extrême droite, tout partisans qu'ils soient de certaines vertus de l'islam, de l'islamisme ou du nationalisme arabe, veulent généralement expulser les «Arabes» d'Europe et interdire toute immigration aux personnes originaires du Maghreb et du Machrek... Selon N. Lebourg si certains États arabes comme la Libye ou la Syrie, ou si l'OLP ont, pendant quelques années, entretenu des relations avec des groupuscules fascistes ou nazis en Europe, cela avait un «intérêt à peu près nul pour les mouvements et États du monde arabo-musulman». Le seul avantage était, pour ces régimes attaqués par l'Occident, de faire croire à leur population qu'ils n'étaient pas totalement isolés à l'échelle internationale ou de se servir de ces groupuscules en cas de conflits militaires, comme ce fut le cas de l'Irak en 2003. Cette explication me semble valable pour les États, mais, pour des mouvements comme l'OLP, ces liens avec l'extrême droite trahissent des proximités idéologiques inquiétantes.

**«NATIONS PROLETAIRES»** : concept inventé par les fascistes italiens et allemands et qui converge parfaitement avec le tiers-mondisme de l'extrême gauche et des mouvements altermondialistes.

Au départ, il s'agissait pour les nationalistes et italiens allemands, après la Première Guerre mondiale, d'expliquer que leur pays avait été spolié par le Traité de Versailles (en Allemagne), ou grugé par les Alliés (en Italie). Puis, pour les nazis, d'envisager une alliance entre le futur empire européen qu'ils voulaient construire et les «nations prolétaires» exploitées par les États-Unis et les puissances européennes disposant d'un empire colonial.

Otto Strasser déclarait en 1930, en quittant le parti nazi : «Nous approuvons la lutte des peuples opprimés contre les usurpateurs et les exploités, car notre idée du nationalisme implique que le droit à l'épanouissement de l'identité des peuples que nous réclamons pour

*nous-mêmes s'applique également aux autres peuples et nations.»*

Ce concept de nations prolétaires a migré à gauche, après la Seconde Guerre mondiale, devenant un synonyme de tiers monde, ou de Sud, comme l'on dit aujourd'hui. On a récemment vu Eric Izraelewic, rédacteur en chef du quotidien *Le Monde* de 1996 à 2000 et désormais du quotidien économique les *Échos*, journal patronal, reprendre ce terme à son compte pour dénoncer le fait que la France serait, d'après lui, la «*victime de la globalisation et de la Chine*». Selon contre-informations. fr, le site d'un groupuscule marxiste-léniniste-maoïste, «*Erik Izraelewicz explique que la France est une "nation prolétaire" devenue dépendante de la finance nord-américaine, que les USA représentent le "marché-roi", alors que l'Europe correspond à "l'économie sociale de marché", que les simples citoyens nord-américains se sont enrichis et disposent d'un capital qu'ils investissent en "fonds de pension" pour contrôler le monde.* »

Enfin, pour les «nationalistes-révolutionnaires» (fascistes) actuels, comme Norberto Ceresole, l'un des mentors de Chavez décédé en 2003, la thèse des nations prolétaires permet de justifier la création d'une union internationale contre l'axe «américano-sioniste» entre des dictateurs de tous les pays du Sud (si possible dotés de l'arme nucléaire) et l'islam politique, Hezbollah, Hamas et Iran khomeiniste en tête. Ceresole vit dans un premier temps en Chavez le nouveau Bolivar de l'Amérique latine qui allait, sous une main de fer, unir les militaires nationalistes du continent américain contre les États-Unis. Il crut dans le charisme de ce «*caudillo*» qui renouait avec une vieille tradition militaro-populiste. Puis il se fâcha avec son élève pour des raisons obscures. Mais la stratégie diplomatique et géopolitique qu'il préconisait dans ses livres est exactement celle qu'applique Chavez : alliance avec l'Iran et la Libye, utilisation de l'arme du pétrole, dénonciation de l'Empire américain, exaltation du nationalisme bolivarien, etc.

Souvent, les nations prolétaires sont aussi pour les fascistes des «nations juvéniles» qu'ils opposent à un Occident marqué par la «décadence» et le «matérialisme», d'où leur fascination pour les mouvements de libération nationale et les nationalismes du Sud, zone regroupant des États récemment créés et où la population jeune est beaucoup plus importante que dans le Nord.

**PEUPLE PALESTINIEN** : instrument de mesure de tous les crimes de l'Occident, que celui-ci soit appelé impérialiste, «*blanc*», «*américano-sioniste*», «*sionazi*», etc. Le peuple palestinien a progressivement pris de l'importance dans les discours fascistes : «*Le terroriste palestinien est plus proche de nos rêves de vengeance que l'Anglais juif ou enjuivé*», écrivait le fasciste Francisco Freda. «*A Paris comme à Gaza. Intifada*», criaient les militants du Groupe Union Droit en 1995. Tout en expliquant : «*C'est pour désigner l'ennemi, et l'ennemi d'aujourd'hui en France, c'est la même chose qu'en Palestine. On est contre l'occupation sioniste, avec un côté antisémite qu'il faut appliquer partout où les juifs peuvent être présents.*» Dans le journal du GUD, en 2001, Unité radicale considérait le Hamas comme l'«*étoile montante de l'intifada*», ce qui n'empêchait pas ces mégalomanes racistes d'écrire : «*Nos alliés objectifs sont les Palestiniens qui nous aident à déloger les Israéliens. On fait un bout de chemin avec l'allié objectif et après on lui met une balle dans la tête.*»

Même si (heureusement) on nage dans la politique-fiction, vu la taille groupusculaire d'Unité radicale et son influence nulle en matière géopolitique, ce type de propos fanfarons servira peut-être à ouvrir les yeux aux naïfs de gauche ou libertaires qui réclament la «liberté d'expression totale», donc aussi pour ce genre de tueurs...

Parallèlement à ces diverses formes de soutien gauchiste et fasciste aux Palestiniens, la classe ouvrière israélienne a évidemment disparu dans les raisonnements de l'extrême gauche<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Celle-ci s'est retrouvée totalement désarmée politiquement quand un mouvement social d'une exceptionnelle ampleur («la révolte des tentes») est apparu en Israël à la mi-juillet

La situation se complexifie encore davantage quand les courants d'extrême droite qui soutiennent la Résistance palestinienne sont utilisés comme repoussoirs par l'extrême droite sioniste. Celle-ci veut absolument démontrer que tous les antisionistes seraient antisémites, d'où l'invention du mot «iSSlamistes» par les sites sionistes qui font de la propagande raciste anti-Arabs et de la propagande anti-musulmane. Cette position est notamment défendue par Alexandre del Valle qui a commencé sa carrière dans des milieux de l'extrême droite antisioniste-raciste (dans le réseau Synergies européennes de Robert Steuckers) pour finir à l'extrême droite pro-sioniste.

**QUESTION JUIVE, LA** : titre d'un ouvrage de Karl Marx écrit en 1843, quand il était encore un Jeune Héglélien. Les marxistes ont toujours défendu ce texte, bien qu'il ne contienne aucune analyse matérialiste des classes et couches sociales au sein des peuples juifs. «*Quel est le fond profane du judaïsme ? se demandait Marx dans ce texte calamiteux. Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même. Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait, telle une vapeur insipide, dans l'atmosphère véritable de la société.*»

Même si Marx n'était pas antisémite, au sens où nous pouvons l'entendre aujourd'hui, on comprend aisément pourquoi de tels propos, sortis de leur contexte, figurent en bonne place sur les sites négationnistes, d'autant plus qu'ils ne s'accompagnent d'aucune analyse matérialiste des classes sociales au sein de la population juive en Allemagne – ou ailleurs – au XIX<sup>e</sup> siècle.

**REGIONALISME** : thème «de gauche<sup>6</sup>» récupéré par l'extrême droite, notamment les Identitaires à Nice (Nissa Rebella), à Béziers et en Alsace («Alsace d'abord» qui compte neuf élus au Conseil régional et «Jeune Alsace») ; mais aussi le Mouvement régionaliste breton de Xavier Guillemot (ex-membre du FN puis du MNR) qui a disparu en 2004 ; la revue *Bretons d'abord* ; l'ADSAV bretonne (qui dénonce la «*francisation linguistique, l'exil de la jeunesse, l'exode rural, le génocide paysan, l'aliénation touristique, la folklorisation spectaculaire, la colonisation immobilière, la rupture des liens intergénérationnels, la diffusion des*

---

2011. On a vu les gauchistes «antisionistes» dénoncer les «petits-bourgeois» israéliens puis être obligés de se livrer à des contorsions «dialectiques» quand le mouvement a été rejoint par les prolétaires israéliens, les Bédouins et les Arabes israéliens. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que les partisans islamo-nationalistes de la lutte armée contre Israël recommencent leurs attaques, permettant ainsi au gouvernement Netanyahu, en très mauvaise posture et incapable de répondre aux revendications des manifestations vu l'ampleur des dépenses militaires, de reprendre du poil de la bête et aux contestataires d'être obligés de décommander leurs manifestations. «Sionistes» et «antisionistes» se sont ainsi donnés la main pour empêcher toute union entre travailleurs israéliens et arabes palestiniens.

<sup>6</sup>C'est ainsi que l'altermondialiste et conseiller du gouvernement du Cambodge Raoul-Marc Jennar qui a essayé de faire sa pelote au NPA avant de rejoindre le Front de gauche écrit : «*Nous aimons la France dans sa diversité régionale*» (cf. «Après le NPA, quelle suite » publié sur Mediapart le 14 février 2011). Et pour faire bonne mesure il ajoute «*et nous cultivons son multiculturalisme séculaire*». Le multiculturalisme est déjà un concept creux, qui peut être mis à toutes les sauces, mais en plus prétendre qu'il serait «séculaire» est une absurdité ! Décidément les chauvins de gauche («*Cette France que j'aime est totalement dénaturée*», écrit-il sur ce même blog le 14 mai 2011) sont non seulement prétentieux mais ignorants.

*comportements de fuite (suicides, alcoolisme, drogues, haine de soi...), l'immigration incontrôlée et massive, la destruction de l'écosystème terrestre et maritime, la perte du sens du sacré»* et bien sûr la réglementation du droit de grève) ; l'Organisation Bretonne du Renseignement ; les Occitans regroupés autour de *Monségur, la revue identitaire des Pays d'oc* ; l'association alsacienne Défendons notre identité d'Anne Kling, le Forum nationaliste alsacien-lorrain, etc.

Les expressions clés de Nissa Rebella (on notera l'usage de l'adjectif «rebelle» par les fascistes niçois) sont assez claires : *«Nous voulons être «maîtres chez nous»* était leur slogan aux municipales de mars 2011. Ils essaient d'exploiter le triptyque immigration/invasion/islamisation (*«ce quartier [...] se transforme en véritable enclave musulmane au cœur de notre ville, en quartier halal», «Nous refusons d'être les indiens du Pays Niçois, et de finir dans des réserves* », etc). En dehors de rappeler au député-maire de Nice (Christian Estrosi) ses anciennes déclarations favorables à la peine de mort, hostiles au mariage gay ou contre l'adoption d'enfants par des parents homosexuels, ils tentent de récupérer tout ce qui peut apporter de l'eau à leur moulin nationaliste. Des propos chauvins d'une association de quartier (*«ce qui nous a motivés à nous battre c'est que notre quartier devenait un parc d'attraction, ça devenait Disneyland...et tous ces pubs anglais, ces magasins provençaux, ces vendeurs de kebabs, ça dénaturait notre milieu de vie»*) à une interview d'un joueur de fifre (*«Défendre ma culture, c'est défendre toutes les cultures. C'est pourquoi il faut rester vigilants face au rouleau compresseur de la culture de masse, de l'acculturation qui, pour des intérêts purement comptables, voudrait que nous parlions tous la même langue»*). Des propos que pourraient tenir un nationaliste basque, irlandais ou breton, mais aussi un libertaire ou un trotskyste partisans de soutenir le combat des minorités nationales en Europe...

**RESEAU** : forme d'organisation vantée par les altermondialistes comme par les néofascistes. Les premiers pour son caractère démocratique, horizontal, proche des réalités locales, les seconds (selon N. Lebourg, *op. cit.*) parce qu'ils ont renoncé au modèle du parti de masse dirigé par un leader charismatique pour fonctionner en petits noyaux, hier aptes à infiltrer la police et l'armée pour préparer un coup d'État (période de l'OAS), aujourd'hui capables d'essaimer sur Internet sous toutes sortes d'identités réelles ou fictives, et de donner l'impression qu'ils sont des milliers. Inter-nationalistes les nationalistes-révolutionnaires (anti-impérialistes, antisionistes, antisémites) savent parfaitement se servir d'Internet et envahir les forums, les listes de discussion de gauche et d'extrême gauche, le courrier des lecteurs des quotidiens, d'Indymedia, etc. Ils forment des réseaux européens efficaces et particulièrement nuisibles grâce à leur vocabulaire radical emprunté à l'extrême gauche. Et ils sont capables de traverser rapidement les frontières pour renforcer des mobilisations locales qui, sans leur présence, seraient squelettiques (cf. la mobilisation fasciste internationale à Lyon, le 14 mai 2011, qui donna lieu à de nombreuses agressions contre des commerçants turcs ou arabes et contre des militants antifascistes).

**RESISTANCE** : modèle politique fondé sur l'union de toutes les classes, et prôné par la gauche stalinienne, social-démocrate et la droite gaulliste. Récupéré par l'extrême droite fasciste puis fascisante, le Front National et la gauche laïco-xénophobe dans leur dénonciation de l'islam. C'est ainsi par exemple que Fabrice Robert (lors d'un discours prononcé à Béziers, en novembre 2010, en faveur de René Galinier qui avait tiré à coups de fusil, en août 2010, sur une petite fille de 11 ans et sur sa complice de 21 ans qu'il avait surpris en train de le cambrioler) fit l'éloge de *«l'esprit de résistance de Jean Moulin»*...

**SIONISTES** : nom de code à l'extrême droite et à l'extrême gauche pour désigner tous les Israéliens, voire tous les Juifs de la Diaspora favorables à l'existence d'un État... juif ! Pour les

antisionistes, les «sionistes» forment un bloc homogène raciste, pro-impérialiste, et colonialiste: ils ne font aucune différence entre le gouvernement israélien et la population israélienne (à part celle d'origine arabe), ne parlent jamais des travailleurs israéliens, de l'exploitation que ceux-ci subissent, des grèves en Israël, etc. Une citation de «l'antisioniste» Maria Fournier résume bien comment antisémitisme et antisionisme peuvent se combiner de façon cryptée : *«Le sionisme emprunte toutes les nationalités, toutes les confessions, toutes les origines familiales, tous les aspects physiques ; il est le plus petit dénominateur commun qui relie ceux qui œuvrent dans le sens voulu par Sharon et par Bush, pour l'extension à la planète entière de l'industrie du génocide qui se déploie sous nos yeux, sous prétexte de traquer quelques terroristes.»*

**Yves Coleman**, *Ni patrie ni frontières*, 2011